

BANQUET TAILLON

CONVENTION CONSERVATRICE

Le banquet offert par les Conservateurs de la province à l'honorable M. Taillon, chef de l'opposition, aura lieu mercredi, le 29 mai, à 7 hrs. p. m.

Sir John Macdonald, premier ministre du Dominion, sir Hector Langevin, sir Adolphe Caron, l'honorable M. Chapleau et la plupart de leurs collègues ont accepté d'y assister.

Le nombre des billets étant nécessairement limité, les souscripteurs sont priés de se procurer leur carte d'ici au 22 Mai, alors que les livres seront fermés. Le prix d'admission est de \$3.00.

Le comité est à prendre des mesures pour obtenir des prix réduits sur les lignes de chemins de fer et de steamers.

Une convention du parti conservateur aura lieu le même jour dans la grande salle du St. Lawrence Hall, à 10 hrs. a. m. Nos amis des différents comités de la province sont instantamment priés d'y envoyer de nombreux délégués.

Les comités du banquet et de la convention siègent chaque après-midi, à 4 heures et demie.

Des cartes du banquet sont en vente aux bureaux du CANADA.

Pur ordre,

A. L. de MARTIGNY,

G. F. COOKE,

Secrétaires.

Montréal, 9 mai 1889.

MARDI 14 MAI 1889

Nous publions plus loin, d'après l'Empire, l'entrevue du reporter de ce journal avec le sénateur Thibault, que l'abandon des matières nous avait obligés à retarder depuis deux jours. C'est un document à lire, une des pièces curieuses de la comédie qui se joue, en ce moment, à Montréal.

La campagne du reporter de l'Empire a été très bien menée et a produit d'excellents effets, pas pour les libéraux bien entendu. Mais il nous semble que, pour être complet et pour édifier tout à fait son public, ce reporter n'aurait pas dû se borner à faire parler les dissidents. Que n'a-t-il eu la pensée d'interroger, à leur tour, quelques-uns des partisans de M. Mercier et de leur faire raconter ce qu'ils pensent des nobles qui ont inspiré la levée de bouclier de MM. Lebeuf, Beaudry, Thibault et autres? C'est être un réel fort curieux à entendre.

La Patrie de samedi soir, publiait la note suivante, dont le caractère comminatoire n'échappait point à nos lecteurs :

L'Etendard d'abord dans une correspondance, et l'Electeur ensuite par une dépêche de son correspondant de Montréal, montent des velléités de créer l'épouvante sur le résultat de l'assemblée du Club National, de mercredi dernier.

Dans le but d'apaiser les esprits et de ne pas créer surtout de nouvelles difficultés, nous nous sommes abstenus de publier un compte rendu détaillé et véridique des incidents de la séance, mais il y a eu à quelque part des maladroits qui veulent profiter de la circonstance pour pêcher en eau trouble. La dépêche envoyée à l'Electeur est surtout remplie d'inexactitudes et de réticences qui faussent absolument la vérité sur ce qui s'est passé. Nous espérons qu'on s'en rendra compte et qu'on ne nous obligera pas à revenir sur ce sujet, assez délicat d'ailleurs.

Le Free Press vient de dépasser les limites que l'on croyait permises à sa mauvaise foi et à son ignorance, en reprochant à M. Chapleau d'être partisan de la fédération impériale.

Après celle-là, il faut tirer l'échelle !

Quelques-uns de nos confrères, trompés sans doute par l'étiquette, ont cru que le club national était une création de la coalition rouge-vert.

Il n'en est rien. Le club national est une institution purement libérale, qui remonte aux beaux temps de la Patrie et qui en a d'abord pour but de servir de support aux conférences organisées par M. Beaudry, dans l'immeuble de ce journal.

Puis tard, quand M. Beaudry est devenu un grand homme et a eu besoin des conférences de la Patrie pour se faire valoir, il en a fait l'économie. Depuis lors, le club national n'ayant plus de domicile avait végété et ne se réunissait guère qu'une fois par an, pour la nomination de son bureau, lorsque M. Lebeuf vient de lui rendre du mouvement et de la vie, en tirant le coup de pistolet que chacun sait.

La Minerve assure que, dans le cas où les amis de M. Mercier seraient parvenus à faire censurer M. Lebeuf, dans la dernière séance du club national, la Patrie devait déclarer la guerre au premier ministre dès le lendemain matin, et qu'elle avait même un article composé.

M. Ch. Savary a intenté à l'Etendard, une action de \$10,000 de dommages-intérêts, pour libelle.

M. Mercier, depuis quelques mois, grand-croix de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand, inaugure solennellement, hier, son nouveau costume, dans la cathédrale de Saint-Hyacinthe. L'Etendard, annonçant cet important événement, décrit en détail les différentes pièces du costume et appuie sur la couleur de la culotte, en drap blanc, comme la soutane du pape.

Il paraît que lors de son récent séjour à Ottawa, M. Erasmus Wiman a dîné avec sir Chas. Tupper.

Le Free Press engage à ce sujet, l'apôtre en partie bouffi, de l'union commerciale et de l'annexion, selon le côté des lignes où il parle, à éviter la fréquentation des mauvaises compagnies.

On ne saurait être ni plus spirituel, ni plus courtis.

Le sénat d'Albany a repoussé, par 19 voix contre 11, le fameux projet loi tendant à autoriser la "Niagara Hydraulic Electric Company" à utiliser les chutes de Niagara comme force motrice.

M. Grant et la Fédération Impériale

La grande assemblée de la fédération impériale, à Hamilton, a été remplie toute entière, par un discours de M. le principal Grant, qui occupe huit colonnes de l'Empire et qui n'a laissé à aucun autre orateur, le temps de prendre la parole.

Ce discours de M. Grant est une œuvre remarquable, éloquent, pleine de vues élevées sur l'histoire du Canada contemporain, ses progrès présents et ses espérances à venir. A la condition d'en retrancher les passages, heureusement assez peu nombreux, où il est expressément question de la fédération impériale, on pourrait en faire un discours de gouvernement qui mériterait d'être étudié et admiré.

Malheureusement, notre tâche nous oblige à passer précisément sur la partie générale du discours de M. Grant, pour rechercher plus spécialement, ce qu'il pense de la fédération impériale.

Il faut que la fédération impériale s'accomplisse. Tel est le thème de M. Grant. Il faut qu'elle s'accomplisse, parce que le Canada est actuellement dans un état d'équilibre instable, dans une situation qui ne peut pas durer. Nous sommes à l'origine d'une partie des droits qui appartiennent naturellement à un peuple libre. Nous ne faisons pas nos traités, nous n'intervenons pas dans l'exercice du droit de paix et de guerre. Sur ce point, M. Grant est tout à fait d'accord avec M. Laurier et sir Richard Cartwright. Voici maintenant par où il s'en sépare.

Comment sortir de là? Trois solutions s'ouvrent devant nous : l'indépendance, l'annexion, et la fédération impériale.

L'indépendance ! il faut l'appeler de son vrai nom : c'est la sécession, la séparation d'avec une partie de notre chair et de notre sang ; c'est le suicide. Aspirer à l'indépendance, c'est selon M. Grant, formuler le principe le plus anarchique qui ait existé dans le monde, ce même principe que les Etats-Unis ont détruit par le feu et par le sang. Réaliser cette indépendance, ce serait nous condamner à la situation suzeraine et sans avenir des républiques espagnoles.

L'annexion ! personne n'a osé la proposer ouvertement. Ce serait plus qu'un suicide, ce serait un crime de lèse-patrie ; ce serait de criser l'annexionnement de notre race, au profit d'un peuple qui nous est étranger.

Reste la fédération impériale ; et M. Grant, ayant écarté, tout d'abord, avec une égale rigueur, le statu quo, l'indépendance et l'annexion, la logique de son raisonnement veut que la fédération impériale s'impose.

Que serait au juste cette fédération? C'est ce que nous demandons constamment à tous les échos d'alentour. Malheureusement, M. le principal Grant avoue qu'il ne le sait pas très bien lui-même. Il aperçoit deux buts à poursuivre : la participation des délégués des colonies, à la politique générale de l'Empire, et l'établissement d'un système douanier, qui garantirait aux divers membres du corps impérial un traitement plus favorable que celui des nations étrangères. Mais comment réaliserait-on ce double but? On ne le sait pas encore ; et au demeurant, M. Grant ne veut pas s'en inquiéter.

« Que le peuple déclare, dit-il, que la chose est bonne et qu'elle est nécessaire, ce sera ensuite l'affaire des hommes d'état, de trouver une formule. » L'Italie a pensé qu'elle avait besoin de s'unir ; l'Allemagne a fait de même ; et quelque fissent les difficultés qu'il paraissait s'opposer à leur union, cette union a fini par se faire, parce que la volonté d'un peuple s'accomplit toujours. Il en sera de même de la fédération impériale.

Nous ne doutons pas, en effet, que le jour où il ne resterait qu'une formule à trouver, on finit, tant bien que mal, par la trouver. On trouve toujours des formules, et rien n'est plus facile que de perfectionner l'imagination. Mais, ce que nous n'aimons à savoir, c'est si la formule sera bonne ou mauvaise pour nous ; si la fédération impériale n'empêchera pas notre condition au lieu de l'améliorer ; si elle ne réduira pas notre indépendance, au lieu de l'étendre ; si elle n'accroîtra pas lourdement nos charges au lieu de favoriser notre prospérité ; si elle n'est pas radicalement incompatible avec notre système de gouvernement ; et si elle ne tendrait pas à imposer, à la fois, au gouvernement anglais et à ses colonies, une politique commerciale ruineuse pour tout le monde. Nous aimerions à savoir aussi, si la vieille Angleterre, à laquelle M. le principal Grant adresse tant de protestations d'amour et de dévouement peut, elle-même, consentir à la pratique sincère de la fédération impériale, sans se suicider. Est-il possible qu'elle abandonne, à une assemblée de délégués coloniaux la direction de sa diplomatie et l'exercice du droit de paix et de guerre? Et si cela est impossible, de quoi s'agit-il? Est-ce tout simplement de réunir à Londres une assemblée consultative de hauts-commissaires, dont l'intervention dans les affaires impériales serait illusoire, et pour la rançon desquels, nous aurions à payer, sans compensation, notre quote-part des frais de la diplomatie, de l'armée et de la marine et notre quote-part de l'impôt du sang.

Il est vraiment fâcheux que les partisans de la fédération impériale, n'aient de réponses à fournir à aucune de ces questions. Quand l's Italiens et les Allemands, auxquels M. Grant a fait allusion, ont voulu leur unité, ils ne savaient pas comment ils la réaliseraient, mais ils savaient très bien ce qu'ils voulaient. Ce qui caractérise les partisans de la fédération impériale, c'est qu'ils ne savent pas même ce qu'ils veulent, et qu'ils sont tellement impuissants de poursuivre un rêve, sur lequel il n'est permis d'hésiter, que pour se demander s'il est tout à fait irréalisable, ou si sa réalisation serait désastreuse.

LETTRES DE QUEBEC.

2ème LETTRE

Québec, 12 Mai.

Je n'ai pas entrepris, grâce à Dieu, de vous retracer en détail l'histoire politique des dernières années. Je me bornerai donc à vous rappeler que la lutte nationale fut soutenue à la fois par les journaux libéraux, par la Presse et par l'Etendard ; que le fameux programme de M. Mercier a été rédigé dans les bureaux de la Presse, et accepté, à l'unanimité, dans une réunion à laquelle M. le sénateur Trudel assistait, et que ce programme est devenu celui de tous les candidats nationaux, ou soi-disant tels. Le point est important à retenir, car les libéraux intranquilles ne sont pas fondés à prétendre qu'ils ont été trompés sur l'étendue des concessions faites et qu'ils ignorent ce qui allait se passer. Rien n'a été fait qui ne fût connu à l'avance, rendu public et accepté par tous, de la bouche même du candidat. Si donc les intranquilles se plaignent aujourd'hui de l'abandon, la seule chose qu'ils puissent reprocher à M. Mercier, à ce sujet, est d'avoir tenu loyalement, vis-à-vis de ses alliés, une parole à laquelle ils espéraient bien qu'il manquerait.

Il faut dire, cependant, pour être juste, que le programme national n'avait été accepté, par quelques-uns, que comme une amère pilule. Les candidats nouveaux venus, comme M. Larue, avaient assez à faire de se faire accepter et gardaient leurs réclamations pour l'avenir, mais d'anciens députés têtus, comme M. Boyer, ne se gênaient pas pour protester tout haut contre l'idée de les affilier malgré eux, du titre de candidats "nationaux". MM. McShane et Gagnon repoussaient péremptoirement ce titre, et M. G. W. Stephens, dans les deux partis avait l'espoir fondé de se débarrasser, au contentement de tout le monde se déclarant anti-nationaux.

Les autres après de mécontentement avaient surgi au cours de la lutte. Ils portaient sur la répartition des candidatures et sur le choix des futurs ministres.

La répartition des candidatures était difficile et laborieuse. En principe, l'accord avec les conservateurs-nationaux était chose entendue ; mais, en fait, toutes les fois qu'il paraissait y avoir quelque chance de succès dans un comté, un candidat libéral s'y installait. Les nationaux protestaient, par l'organe de la Presse, en soutenant qu'on leur avait promis un nombre proportionnel de candidatures. Mais qu'y faire? Dans les conventions locales, les libéraux étaient partout en majorité ; et M. Mercier avait beau se rendre au milieu d'eux, rappeler les conditions de l'alliance, invoquer la parole donnée, ils venaient invariablement pour le candidat libéral. La belle discipline qui s'est vue en Angleterre, où les Tories ont voté sans hésiter pour les candidats unionistes, qui n'apportaient avec eux qu'un faible appoint de voix libérales, n'a pas pu être faite, en 1886, dans la province de Québec. Le résultat a été, qu'aux élections générales, il n'a été nommé que quatre conservateurs-nationaux. Encore, a-t-il fallu, après l'échec de M. Duhamel à Laprairie, lui assurer le comté libéral d'Iberville, qui venait d'être rendu vacant, quelques jours avant l'élection générale, par le décès de M. De Meers.

La question ministérielle provoquait, en même temps et par avance, d'amers froissements d'amour propre. Deux portefeuilles, sinon trois, avaient été promis aux nationaux ; et il était entendu que l'un d'eux serait attribué, pour le district de Montréal, à M. Georges Duhamel. C'est ce que ses compétiteurs éventuels se refusant absolument à dégrader. M. Robitoux, surtout, qui croyait avoir des droits au poste de ministre, sous même la succession éventuelle de M. Mercier, comme ça n'était, j'en suis sûr, que de l'humour. Nommé Duhamel, un gamin ! un avocat sans notoriété et sans clientèle, et cela en face de ses supérieurs et de ses amis, comme M. Robitoux, comme M. Larue, comme M. L. O. David, c'était plus qu'un passe-droit ; il semblait que ce fut un affront intolérable pour tous les candidats libéraux ! On avait beau leur faire observer que, puisque la place était promise à un national, le choix du titulaire importait peu et ne pouvait pas être pour eux un sujet de compétition. M. Robitoux se refusait à entendre de cette oreille ; et il se fut peut-être livré à quelque éclat prématuré, s'il n'eût connu l'expérience que la faute électorale probable de M. Duhamel avait en même temps coupé court à la candidature ministérielle de ce dernier.

Sur ces entrefaites, dans les derniers jours de la lutte, la Presse avait passé à l'ennemi avec armes et bagages. Cet événement, qui n'était pas tout à fait inattendu, avait été reçu, dans le camp libéral, avec un mélange d'effarement, d'iniquité et de secrète satisfaction. L'iniquité se concevait ; car la perte de l'appui de la Presse était pour le parti soi-disant national, la perte d'un gros atout ; mais on redoutait les exigences des gens qui étaient derrière elle ; on avait qu'on avait affaire à forte partie, et qu'après la victoire, il faudrait compter avec une influence qui tendait à avoir sa part ; et, comme toute, l'abandon de cette influence dégraderait beaucoup de libéraux d'un fâcheux cauchemar.

Quant à M. Mercier, il ne se gênait pas, après de ses intimes, pour laisser éclater son contentement. Il avait fait depuis longtemps son compte et son choix. Il estimait que l'appui de l'Etendard était suffisant pour opérer le déplacement de voix nécessaire à la victoire ; et un goût mystérieux l'attirait vers l'alliance castor. Il se sentait plus d'affinité avec les castors qu'avec les con-

MARDI 14 MAI 1889

servateurs libéraux, et il les jugeait moins nombreux, plus maniables, plus faciles à satisfaire, ayant brûlé leurs vaisseaux, et par conséquent, moins susceptibles de retourner en arrière au premier mécontentement. Peut-être aussi, estimait-il que la présence de l'élément castor était indispensable dans sa majorité, pour lui donner un prétexte de rompre sans complètement qu'il se proposait de le faire avec toutes les aspirations de l'ancien parti libéral.

Le plus difficile était de maintenir jusqu'au bout, cet accord factice d'un parti hétéroclite et composé de deux groupes qui s'entre-détestaient. Le résultat des élections et une fausse tactique des conservateurs contribuèrent puissamment à simplifier la tâche de M. Mercier. La victoire n'avait pas été considérable ; la nouvelle majorité était subordonnée au vote des quatre députés nationaux, et à leur fidélité ; et, chaque jour, les journaux conservateurs répétaient que ces députés ne voteraient pas avec M. Mercier. On savait que le gouvernement ajournait de semaine en semaine la convocation des chambres, dans l'espoir de séduire et de ramener les nationaux. La situation était donc des plus incertaines. Il restait à livrer, au sein de l'Assemblée législative, une dernière bataille dont l'issue ne laissait pas de provoquer de vives appréhensions. C'était pas le moment de se disputer sur des déveulues qui n'étaient pas encore conquises. Le plus pressé était de réussir ; et l'incertitude du succès eût pour conséquence de provoquer de la part des libéraux points une suite accablante.

Les chambres se réunirent, sous la présidence de M. Mercier, le 12 mai. Le ministre Taillon fut renversé dès la première séance ; et, deux jours après, le ministre Mercier était constitué. Rendons cette justice à M. Mercier, que, si son cabinet ne valait pas cher, la tâche de le former n'était pas aisée. Dans la province de Québec, un ministre est une œuvre de marqueterie. Il n'y a que six places à donner ; et il faut faire la part de l'élément anglais protestant, de l'élément irlandais, du district de Montréal, du district de Québec, et, si faire se peut, des cantons de l'est et de la ville de Trois-Rivières. Dans le cas de M. Mercier, il fallait aussi faire la part, plus délicate encore, de l'élément libéral et de l'élément national, et assurer au cabinet une représentation dans le conseil législatif. On conçoit qu'avec tant d'exigences à satisfaire, la dernière chose dont un premier ministre puisse se préoccuper, est d'attribuer l'échec porte-feuille à l'homme le plus capable de gérer utilement les affaires publiques.

Le ministère fut constitué, avec M. Mercier, procureur-général, M. Gue Duhamel, avocat-général, M. Shelyn, trésorier, l'hon. P. Garneau, conseiller législatif et ministre des terres de la couronne, M. McShane, ministre des travaux publics, et M. Gagnon, secrétaire provincial. Il y eut, en outre, deux ministres sans portefeuille : l'hon. David Ross, ancien procureur-général, dans le cabinet-Joly, qui se chargea provisoirement de représenter l'élément anglais protestant, et M. Turcotte, dont on crut nécessaire de récompenser les anciens services diversément appréciés, et auquel il était peut-être prudent de donner une satisfaction immédiate.

L'impression de la première heure ne fut pas défavorable au nouveau cabinet. On avait redouté des difficultés inextricables, et l'on fut généralement d'accord pour trouver que M. Mercier avait eu la main heureuse, que les libéraux étaient les meilleurs possibles, et que, sans M. McShane, le ministère se présentait bien. M. Garneau était décrié ; M. Shelyn jouissait, à Québec, de la considération publique, indépendamment de toute acceptation de parti ; et comme il avait été marchand, le préjugé vulgaire voulait qu'il fut désigné pour faire un bon financier. Les "conservateurs" s'étaient même à l'avance formé une coalition qui ne leur permettait pas à M. Mercier de trouver un ministre protestant, et la nomination de M. Ross était venue leur donner un démenti, en ajoutant à la liste des ministres un nom imprévu, il est vrai, mais comme toute, celui d'un homme ayant déjà joué dans les affaires provinciales une rôle considérable.

Quant à M. Shelyn, il était fait de la victoire, la popularité qu'il s'était attachée au succès, le ministre ne pouvait manquer d'être bien reçu. Il le fut si bien que les ambitions qu'il n'avait pas satisfaites durant leur long frein et attendre une heure plus propice, pour révéler leur mauvaise humeur.

Cependant, un observateur tant soit peu attentif eût pu remarquer dès la première heure, que le ministère, tout de fois émané depuis le début, offrait plus d'apparence de solidité, et qu'il n'était pas très viable. A l'exception de M. Gagnon, qui était confiné au secrétariat provincial et de M. Duhamel, auquel il restait toutes ses preuves à faire, il n'y avait pas dans le cabinet, un homme de travail. Les finances, qui devaient former la partie la plus lourde de la tâche du gouvernement, étaient confiées à un homme dont le nom faisait très bien son chemin, mais qui n'avait ni les aptitudes voulues pour bien remplir son rôle, ni la jeunesse et la souplesse d'esprit qu'il eût fallu pour apprendre un métier aussi nouveau. En constituant son cabinet, M. Mercier s'était procuré des noms et des alliances, il ne s'était pas donné un seul collaborateur effectif, et dès le début il fut visible que le premier ministre serait condamné à faire, par lui-même et à lui seul, toute la tâche du gouvernement, ou que la tâche du gouvernement ne serait pas remplie. De cette première erreur, devait inévitablement sortir le régime des ministres *in partibus*, des influences occultes, et des *camarillas*, qui a été si amèrement reproché à M. Mercier et qui est aujourd'hui le principal grief invoqué par les dissidents.

Quelques temps après la constitution du ministère, M. Mercier était venu à Montréal pour se reposer, disant-on, pendant les vacances de l'Assemblée législative, et pendant les vacances de l'Assemblée législative, les députés nationaux, lorsqu'ils n'étaient pas en train de se reposer, se réunissaient dans son cabinet, le trouva en face d'un monceau de papiers, dans une attitude qui ne ressemblait en rien à celle du repos. "Que faites-vous", lui demanda-t-il curieusement. "Je suis en train de rédiger l'exposé financier du trésorier." "Si vous en êtes réduit à être si peu aidé, qu'il vous faille, en guise de vacances, rédiger l'exposé financier du trésorier, votre gouvernement est bien malade", fit observer à M. Mercier son interlocuteur. Comme les forces humaines n'y auraient pas suffi, on s'accorda à penser que

M. Mercier a renoncé à rédiger lui-même, les exposés subséquents. Mais la rumeur veut que cette besogne ait été dévolue à un membre de la *Camarilla*, grand travailleur, esprit faux et statisticien de fantaisie, dont les chiffres, groupés avec trop de hardiesse ont fait scandale, et dont les imprudences ont valu au gouvernement la pitoyable situation où l'a mis, dans la dernière session, la discussion de son prétendu excédent de recettes.

L'EMPIRE ET LES DISSIDENTS

L'Empire raconte en ces termes l'entrevue de son correspondant Montréalais avec M. Thibault :

"L'honorable M. Mercier a probablement entendu parler de l'honorable sénateur Rosair Thibault, pendant plusieurs années l'âme dirigeante du parti libéral à Montréal. L'orthodoxie politique de l'honorable sénateur n'a jamais été mise en doute même par ceux qui soutiennent que M. Lebeuf n'est pas un vrai libéral. Son opinion sur la situation politique ne saurait manquer, en conséquence, d'avoir un grand prix aux yeux du premier ministre et d'intéresser le public en général. Au cours d'une entrevue avec le correspondant de l'Empire, en présence de trois autres libéraux dont un est ministre, nous avons eu l'honneur de l'honorable M. Thibault d'un verbatim de non le régime actuel."

Cela sera publié dans l'Empire, observa M. Garneau.

— Je m'en préoccupe, répondit le correspondant de l'Empire, mais je veux être bien compris. Personnellement, je n'ai rien contre M. Mercier et ne désire aucunement être mis dans l'obligation de le jeter par dessus bord ; mais le sénateur que vous venez de citer, et qui est le ruiné lui et le parti. Or, croyez-vous que nous, libéraux, nous allons nous porter responsables de ce qui se fait à Québec, actuellement? En aucune façon. Je le répète il faut que M. Mercier se débarrasse de son entourage actuel ; mais si Ernest Pacaud et Charles Langelier lui sont plus chers que ses vieux amis libéraux, qu'il les garde alors et en salue les bons offices.

C'est bel et bon cela, fit observer un avocat libéral présent, mais ne savez-vous pas, le sénateur que vous venez de citer, bien de dire à Harry Phillips de se débarrasser d'Harry Maloney que divient Mercier à l'honorable M. Lebeuf ?

Tant pis alors pour Mercier, répondit M. Thibault, qui continua de défendre chaleureusement la position de M. Lebeuf au sujet de sa lettre à l'Empire. "Le président du club, ajouta-t-il, était parfaitement justifiable de lui envoyer la communication en question. Pourquoi n'aurait-il pas la lettre hier soir, quand on les a mis au lit? Je lui ai vu cette lettre et elle ne contient rien qui puisse faire soupçonner un libéral comme M. Lebeuf. Comme libéral qui est convaincu que Pacaud mène le parti à sa ruine, Lebeuf était parfaitement justifiable de porter le fait à la connaissance du directeur de l'Electeur."

Un autre chef, présent à l'entrevue et qui avait appelé le sénateur M. Saint-Jean et Préfontaine, déclara lui aussi qu'il faut que M. Pacaud s'en aille. "Il est pas sans intérêt", dit M. McShane, "et aussi mal disposé à l'égard de M. Pacaud. Hier soir, quand la lagarre s'est calmée, quelq'un lui ayant fait observer qu'il n'aurait pas dû critiquer M. Lebeuf puisqu'il avait lui-même critiqué M. Pacaud bien plus sévèrement que le président, il n'y a pas bien longtemps."

"Je sais que je l'ai fait, répondit M. McShane, et je maintiens ce que j'ai dit." Cette déclaration a été faite en présence de MM. Préfontaine, Cochrane, Lemieux et le correspondant de l'Empire.

TELEGRAMMES

BUFFALO BILL

NOUVELLES DE FRANCE

La question du vice-roi d'Irlande

COMPTOIR MILITAIRE A ST. PETERSBOURG

La troupe allemande tire sur des voyageurs.

Buffalo Bill en France

La Havre, 13-M. R. E. Crawford, agent financier de la troupe de Buffalo Bill, est arrivé, jeudi dernier, accompagné de reporters parisiens qui avaient hâte de voir cette légende de la vie de la victoire, la popularité qu'il s'était attachée au succès, le ministre ne pouvait manquer d'être bien reçu. Il le fut si bien que les ambitions qu'il n'avait pas satisfaites durant leur long frein et attendre une heure plus propice, pour révéler leur mauvaise humeur.

Cependant, un observateur tant soit peu attentif eût pu remarquer dès la première heure, que le ministère, tout de fois émané depuis le début, offrait plus d'apparence de solidité, et qu'il n'était pas très viable. A l'exception de M. Gagnon, qui était confiné au secrétariat provincial et de M. Duhamel, auquel il restait toutes ses preuves à faire, il n'y avait pas dans le cabinet, un homme de travail. Les finances, qui devaient former la partie la plus lourde de la tâche du gouvernement, étaient confiées à un homme dont le nom faisait très bien son chemin, mais qui n'avait ni les aptitudes voulues pour bien remplir son rôle, ni la jeunesse et la souplesse d'esprit qu'il eût fallu pour apprendre un métier aussi nouveau. En constituant son cabinet, M. Mercier s'était procuré des noms et des alliances, il ne s'était pas donné un seul collaborateur effectif, et dès le début il fut visible que le premier ministre serait condamné à faire, par lui-même et à lui seul, toute la tâche du gouvernement, ou que la tâche du gouvernement ne serait pas remplie. De cette première erreur, devait inévitablement sortir le régime des ministres *in partibus*, des influences occultes, et des *camarillas*, qui a été si amèrement reproché à M. Mercier et qui est aujourd'hui le principal grief invoqué par les dissidents.

Quelques temps après la constitution du ministère, M. Mercier était venu à Montréal pour se reposer, disant-on, pendant les vacances de l'Assemblée législative, et pendant les vacances de l'Assemblée législative, les députés nationaux, lorsqu'ils n'étaient pas en train de se reposer, se réunissaient dans son cabinet, le trouva en face d'un monceau de papiers, dans une attitude qui ne ressemblait en rien à celle du repos. "Que faites-vous", lui demanda-t-il curieusement. "Je suis en train de rédiger l'exposé financier du trésorier." "Si vous en êtes réduit à être si peu aidé, qu'il vous faille, en guise de vacances, rédiger l'exposé financier du trésorier, votre gouvernement est bien malade", fit observer à M. Mercier son interlocuteur. Comme les forces humaines n'y auraient pas suffi, on s'accorda à penser que

Erreurs faites

BERLIN, 13-On sait à présent que c'est par erreur que les trouppes allemandes ont tiré sur la foule à Bochum. L'officier qui les commandait, ayant vu sortir d'une gare de chemin de fer une foule de voyageurs, les a pris pour des grévistes et a commandé le tir.

Dans la rencontre meurtrière qui a eu lieu près de Brackel entre la foule et la troupe, il faut ajouter une femme à la liste des tués.

Election en France

PARIS 13-Mai-L'élection municipale à Narbonne a donné hier la victoire aux socialistes. On s'est battu dans la salle de vote. Des socialistes, ayant en tête le député Terroul, se sont proménés dans les rues en chantant la marseillaise.

Plus de vice-roi

Londres, 13-On a vu la difficulté qu'on a de trouver un remplaçant au marquis de Londonderry, il est fortement question dans certains cercles, de supprimer pour le moment du moins, la place de Lord Lieutenant d'Irlande et d'élever le secrétaire en chef au rang de secrétaire d'Etat d'Irlande. C'était le plan de lord John Russell en 1886. Le *Times* s'imagina que l'existence d'une cour séparée à Dublin entretenait chez les Irlandais, l'idée particulièrement et les sentiments nationaux. D'autres hommes politiques voudraient, au contraire, qu'on envoyât en Irlande le prince de Connaught, avec le titre de commandant des Forces. Quoi qu'il en soit, la place de lord lieutenant d'Irlande est de moins en moins recherchée.

Les Irlandais en Australie

SYDNEY, N. GALLES DU S., 13-MM. Dillon, Deasy et Esmond, les apôtres du gouvernement autonome en Irlande, viennent d'arriver ici. On leur a fait une réception enthousiaste.

Le cas de Perrin

Londres 13-L'histoire racontée par Perrin se trouve être vraie. Il a éprouvé toute une série d'infortunes, et ses malheurs lui ont fait perdre la tête ; c'est pour cela qu'il a tiré sur le président de la République. M. Carnot a envoyé des secours à sa femme et à ses enfants qui sont dans la détresse. On dit que M. Carnot demande que le malheureux Perrin soit remis en liberté. Le président a reçu 2,000 dépêches le félicitant d'avoir échappé à l'attentat, et il remercie les expéditions de ces dépêches dans une note que publie le *Journal Official*.

Complots nihilistes-Bombe lancée au tsar

Londres 13-On vient de découvrir une conspiration nihiliste dans laquelle ont trempe grand nombre d'officiers de la garnison de St. Petersburg. Plusieurs d'entre eux ont été arrêtés. On a saisi des bombes et des papiers qui prouvent que les conspirateurs en voulaient à la vie du tsar. Des Russes réfugiés à Paris ont reçu des lettres qui les informaient que le tsar, à la parade des Gardes, on a lancé une bombe au tsar et qu'il a été blessé. Depuis, les excitations se multiplient à Moscou et à St. Petersburg.

CHEAPSIDE

BARGA SPÉCIAL

Pour cette semaine

Coton éponge uni, pour 22 cts remplaçant avec avantage toute soie épongee.

500 paires de rideaux en dentelles vendues à des prix en bas du prix coûtant.

Vente sans réserve de poles de toute sorte pour rideaux.

Job considérable de gants de soie vendus en bas du prix coûtant.

Vente sans réserve de Dolmans et de corsages pour visités perlés.

Voyez notre fond de Dolman imperméables pour demoiselles.

N. B.-Si vous voulez avoir un habillement de bon goût et bien fait allez chez

DUPUIS & NOLIN

L'HOTEL - CUSHING

M. Arthur Cushing,

bien connu en cette ville par la manière habile avec laquelle il dirige l'ancienne maison "Cushing" sur la rue Nicholas, vient d'ouvrir sur la rue Sussex, un salon de première classe où il tient toujours des BOISSONS DE PREMIÈRE CLASSE - Toujours en mains des CIGARETTES de première marque.

CUSHING & CO.

REMEDE DE PINUS

POUR LES HÉMORRHOÏDES

Un des principaux ingrédients de ce remède est le gomme pure du Pin blanc du nord.

EN VENTE CHEZ LES PHARMACIENS

PREPARE PAR

Pinus Medical Co.,

Ottawa, Ontario.